Marie-Anne Côté & Pierre-Luc Pelland*

« La peine de mort aux États-Unis »

*Marie-Anne Côté et Pierre-Luc Pelland en sont à leur première année d'étude en science politique à l'université Laval.

Abstract

This research examines the place of the death penalty within the American society. Initially, based on the general statistics and on the important facts, the various practices of capital punishment are analyzed. The study of the historical evolution of the death penalty, the presentation of some famous cases, the analysis of the particular legislations existing from one State to another, as well as the perception of the death penalty by the American population make it possible to give a good overall picture of the current state of the capital sentence in the United States. Thereafter, the “checks and balances” principles that rules death penalty are analysed; clemency granted by the governors and the president, the power of the lobby, the limitation of competences of the different court and, finally, the individual and the collective rights appearing in the Constitution.

Introduction

En 1787, des représentants des treize premiers États américains se réunissent à Philadelphie pour établir les termes d'une toute nouvelle constitution¹. Leur pays sort tout juste d'une éprouvante guerre d'indépendance, laquelle lui a permis d'échapper définitivement à l'autorité de la couronne anglaise. Dégoûtés par le modèle monarchique européen, qui accorde au souverain une importance politique démesurée, et imprégnés d'un profond sentiment humaniste et libéral, les délégués présents à cette Convention constitutionnelle s'affairent à créer un régime politique au sein duquel le pouvoir central se trouverait diminué². En effet, l'octroi au citoyen d'une autonomie relative par rapport à l'État, qui résulterait de cette modification, permet inévitablement à celui-ci de bénéficier d'un bien-être accru. La nature du régime politique sur lequel ils s'entendent finalement s'inspire directement des conceptions de Montesquieu, selon lesquelles la division du pouvoir constitue la meilleure garantie d'un gouvernement limité. Ainsi, sont identifiés et séparés trois pouvoirs principaux : l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Tous ces pouvoirs sont restreints par leur obligation de respecter les

principes constitutionnels. Par ailleurs, dans cette optique a été instauré un système de «checks and balances», poids et contre-poids, qui se présente sous la forme d'institutions et de compétences permettant à chacun d'effectuer une surveillance mutuelle et permanente des agissements des autres pouvoirs, dans le but d'empêcher la suprématie de l'un d'eux³. L'existence de tels contre-poids peut facilement s'observer dans de nombreux aspects de la vie politique américaine, parmi lesquels, l'application de la peine de mort.

La possibilité de disposer de la vie d'un quelconque individu, de par son caractère irréversible, représente certainement l'un des enjeux déterminants de la politique américaine contemporaine. Son appropriation exclusive par l'un des pouvoirs risquerait à terme de compromettre fort sérieusement l'équilibre des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire. L'appréhension d'une telle situation a motivé l'instauration de nombre de procédures régissant l'application de la sentence capitale, selon le principe des «checks and balances», afin de rendre impossible un usage discrétionnaire ou inconsidéré de cette mesure.

Le présent travail n'a nullement l'intention d'effectuer l'apologie ou la critique de la peine de mort, ou de débattre de la pertinence de sa persistance dans une société moderne; il est impossible d'apporter à ce litige, source aujourd'hui de nombre de tensions, une réponse satisfaisante et définitive. Cette recherche a plutôt pour objet l'étude de la place qu'occupe la sentence capitale au sein de la société américaine. Dans un premier temps, les différentes pratiques se rapportant à la peine capitale seront observées au moyen d'une analyse aussi concise que possible de statistiques générales et de faits importants. L'étude successive de l'évolution historique de l'application de la peine de mort, de quelques cas célèbres, des législations particulières existant d'un État à l'autre, de l'étude du profil des condamnés à mort, ainsi que de la perception de son bien-fondé par la population américaine, permettra de donner une vue d'ensemble de la situation actuelle de la sentence capitale aux États-Unis. Par la suite, une description des principes de «checks and balances» qui régissent et conditionnent le recours à la peine de mort sera effectuée; parmi ceux-ci figurent le droit de grâce accordé au président et aux gouverneurs, le pouvoir non négligeable des lobbies, la limitation des compétences des différentes cours et, finalement, les droits individuels et collectifs figurant dans la Constitution. Sans ces quelques procédés, l'usage de la peine de mort ne saurait bénéficier de sa légitimité actuelle.

Pratiques se rapportant à la peine capitale Évolution historique

¹ FORTMANN, Michel et ORBAN, Edmond. *Le système politique américain*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2001, p. 17.

² Ibid., p. 37.

³ Ibid., p. 39-40.

Lorsque les colons anglais entreprennent la construction d'établissements en Amérique, ils amènent avec eux un héritage millénaire, la peine de mort, qu'ils perpétuent volontiers sur le nouveau territoire. D'ailleurs, en 1608, peu après la fondation de Jamestown, le capitaine George Kendall, soupçonné de conspiration et d'affinités avec la monarchie espagnole, est condamné à mort, devenant ainsi le premier homme à être exécuté sur le sol américain⁴. Les nouveaux arrivants étant, de manière générale, pieux à l'excès, les condamnations deviennent rapidement nombreuses, et les peines, sévères. Ainsi, en Virginie, les «*Divine, Morale and Martial Laws*», instaurées en 1612 par le gouverneur Sir Thomas Dale, introduisent l'application de la peine de mort pour des crimes relativement mineurs, tel l'entretien de relations commerciales avec les populations indigènes. Souvent, des facteurs religieux permettent de justifier la prise de décisions radicales; le procès de Salem, en 1692, qui voit la condamnation de plus de vingt hommes et femmes⁵, est le plus célèbre des quelques procès dont résultent des condamnations pour sorcellerie.

Les coutumes tendent à s'adoucir à partir de la deuxième moitié du XVIII^e siècle. En 1767, un essai de l'auteur Cesare Beccaria, *Essay on Crimes and Punishment*⁶, qui refuse à l'État le droit de vie ou de mort sur ses sujets, influence considérablement les mentalités des Occidentaux, et contribue à l'éclosion en Amérique d'un parti abolitionniste⁷. Parallèlement, cet humanisme se traduit par l'adoption de pratiques judiciaires plus respectueuses de la dignité humaine. En 1793, la Pennsylvanie statue qu'il existe plusieurs «degrees of murder», entre lesquels existent des différences qualitatives de culpabilité; tous, par conséquent, ne peuvent entraîner la mort. Ensuite, en 1833, le Rhode Island interdit toute exécution publique, les pendaisons s'effectuant désormais en retrait des foules. Un peu plus d'une décennie plus tard, le Michigan devient le premier État à interdire la peine de mort, sauf pour des cas de trahison. Cette pratique est imitée peu après par le Rhode Island, puis le Wisconsin⁸. Enfin, les méthodes d'exécution tendent à se raffiner, de façon à devenir moins douloureuses pour le condamné: à la pendaison succèdent la chaise électrique, utilisée pour la première fois dans l'État de New York, le 6 août 1890, sur un dénommé William Kemmler⁹, puis la chambre à gaz et, enfin, l'injection mortelle.

Causes célèbres

⁴ HAINES, Herbert. *Against capital punishment*. New York, Oxford University Press, 1996, p. 7.

⁵ LANEYRIE-DAGEN, Nadeije. *Les grands procès*. Paris, Larousse, 1995, p. 118-119.

⁶ HAINES, Herbert. *Against capital punishment*. New York, Oxford University Press, 1996, p. 7.

⁷ Ibid., p. 7.

⁸ HAINES, Herbert. *Against capital punishment*. New York, Oxford University Press, 1996, p. 8.

⁹ Death Penalty Information Center <http://www.deathpenaltyinfo.org/>

Outre le procès des sorcières de Salem, plusieurs condamnations à mort ont particulièrement retenu l'attention du public et des médias, que ce soit en raison de la renommée des accusés ou de la nature des crimes réalisés par ces derniers. Parmi ces jugements célèbres, on peut notamment retenir les condamnations du docteur Holmes, en 1896, propriétaire d'un hôtel à Philadelphie, soupçonné de près de 200 meurtres¹⁰, du couple Rosenberg, en 1952, accusé d'espionnage au profit de l'Union Soviétique, de Jack Rubinstein, en 1964, coupable de l'assassinat de Harvey Oswald¹¹, mais finalement jamais exécuté, et, enfin, de John Allen Muhammad, le tueur en série de Washington, dont l'exécution semble probable.

De façon générale, c'est par l'entremise des décisions des juges, constamment chargés d'interpréter la Constitution et de se prononcer sur certaines de ses imprécisions ou ambiguïtés, que peut évoluer le système judiciaire américain. Ainsi, les jugements de la Cour suprême, principalement au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, ont permis d'établir certains précédents qui ont contribué à établir une harmonisation partielle des législations sur la sentence capitale à l'échelle nationale. Par exemple, la décision des juges dans l'affaire *Penry v. Lynaugh*, en 1993, statuant qu'un état de déficience mentale pouvait être invoqué par le défenseur comme une circonstance atténuante¹², est désormais utilisée comme référence par les avocats de la nation entière.

Législations particulières

Les partisans de la peine de mort ont toujours invoqué les cinquième, huitième et quatorzième amendements de la Constitution américaine comme cautions de cet acte, le dernier étant particulièrement explicite : «aucun État [...] ne privera une personne de sa vie [...] sans procédure légale¹³». En raison des dispositions de cette même Constitution, il revient à chaque État d'établir ses propres législations en matière de peine de mort. C'est pourquoi on note, d'un État à l'autre, des divergences fondamentales quant aux positions adoptées face à la peine de mort. Alors qu'elle est abolie dans certains États, elle est non seulement présente, mais également usuelle, dans de nombreux autres. À l'heure actuelle, douze États seulement ont complètement banni tout emploi de la sentence capitale: il s'agit de l'Alaska, le Maine, le Minnesota, le Vermont, le Massachusetts, le Dakota du Nord, la Virginie occidentale, l'Iowa, le Michigan, le Rhode Island, le Wisconsin, Hawaii, ainsi que le District of Columbia. Trente-huit autres conservent la peine de mort, quoiqu'elle n'ait pas été

¹⁰ LANEYRIE-DAGEN, Nadeije. *Les grands procès*. Paris, Larousse, 1995, p. 186-187.

¹¹ LANEYRIE-DAGEN, Nadeije. *Les grands procès*. Paris, Larousse, 1995, p. 260-261.

¹² Death Penalty Information Center <http://www.deathpenaltyinfo.org/>

¹³ FORTMANN, Michel et ORBAN, Edmond. *Le système politique américain*. Montréal, Les presses de l'Université de Montréal, 2001, p. 433.

utilisée depuis 1976 dans sept d'entre eux¹⁴. Les forces armées américaines, qui bénéficient d'un pouvoir judiciaire indépendant, font de la peine de mort le même emploi. C'est au sud des États-Unis que s'applique le plus fréquemment la peine de mort: en Virginie, en Oklahoma, au Missouri, mais surtout au Texas, patrie du légendaire juge Roy Bean (1825-1903)¹⁵, où ont été condamnées à mort 310 personnes depuis 1976, dont 33 dans la seule année 2002. Si la grande majorité des cas d'exécutions sont le fait des États, l'État fédéral peut également se prévaloir du même droit à l'occasion. La dernière personne à avoir été exécutée par le fédéral a été l'auteur de l'attentat sur un bâtiment d'Oklahoma City ayant causé la mort de 168 victimes, Timothy McVeigh; l'accomplissement de sa sentence s'est effectué le 11 juin 2001¹⁶.

La conservation de la peine de mort entraîne pour les États concernés d'importants coûts administratifs¹⁷. Au Texas, on juge que la facture s'élève à 2,3 millions de dollars pour chaque cas. En Caroline du Nord, une condamnation à mort coûte en moyenne 2,16 millions de dollars de plus que l'aurait fait un simple emprisonnement à perpétuité. Enfin, l'État de la Californie, présentement accablé par un inquiétant déficit, doit consacrer à cette institution plus de 90 millions de dollars annuellement.

Profil des condamnés

L'affaire Rodney King, puis le procès d'O.J. Simpson, ont ravivé les tensions entre les communautés ethniques américaines. La question de savoir si le système juridique est égalitaire envers tous les individus s'est depuis souvent posée. L'étude des différents cas a amené plusieurs à répondre par la négative. Pour une population qui n'excède pas 12% de la population totale américaine, les Noirs représentent près de 34% de l'ensemble de ceux qui sont exécutés. Selon un rapport de la DPIC, publié en 1998, les Noirs, en comparaison avec les autres ethnies, sont condamnés à mort à un taux plus élevé de 38%. Si un expert, le professeur David Baldus, juge qu'il existe une quelconque forme de discrimination dans 96% des États américains, il faut voir dans la disproportion entre les taux de condamnations autre chose qu'un simple relent de racisme. Des facteurs socio-économiques ne peuvent manquer d'entrer en jeu.

Par ailleurs, d'autres groupes sociaux peuvent aussi attirer l'attention. Depuis 1976, la peine capitale a été imposée à seulement dix femmes, ce qui représente une fraction infime du nombre d'hommes à qui ont été infligé le même traitement. D'autre part, depuis la même année, 23

individus ont été exécutés même s'ils étaient mineurs au moment de leur crime. Il est à noter qu'à peine 17 États ont interdit la peine de mort pour tout individu qui, au moment de commettre son forfait, n'a pas atteint l'âge adulte (qui est de 18 ans). Enfin, depuis le jugement rendu lors de la cause *Atkins v. Virginia*, en juin 2002, il est formellement défendu d'exécuter toute personne possédant un retard mental notable. À la source de cette modification se trouve le 8^e amendement, qui proscriit tout châtiment cruel et exceptionnel¹⁸.

Opinion populaire & tendances

Le taux d'appui à la peine de mort est en proie à de nombreuses variations depuis le début du XX^e siècle. Descendu jusqu'à 42% en 1966 à la suite des horreurs engendrées par la Seconde Guerre mondiale, il est remonté à près de 80% en 1994, pour se retrouver en 2003 à près de 66%¹⁹. Ce pourcentage diminue toutefois à 50% lorsque l'on offre à la population l'alternative d'un emprisonnement à vie sans possibilité de libération, chiffres qui tendraient à prouver que l'appui à la peine capitale résulte en partie d'une peur de voir les coupables réintégrer la société. L'opinion d'une forte majorité de criminologues, qui refusent de croire en l'effet dissuasif de la peine de mort sur les criminels, et dénoncent les coûts engendrés par cette pratique, contribue aujourd'hui à faire baisser l'appui populaire en faveur de cette coutume. Les groupes religieux, traditionnellement conservateurs, ont également tendance à se distancer de la peine de mort.

Checks and balances

Le président

Les États-Unis se sont dotés d'un président puissant de par les pouvoirs qui lui sont accordés. Ainsi, est officialisée dans l'Article 2 de la Constitution américaine l'attribution explicite des pouvoirs qu'il peut exercer. Il est le commandant en chef des Forces armées, le chef d'État et de la diplomatie américaine, ce qui lui accorde une latitude considérable en ce qui a trait aux relations internationales, et, avant tout, le chef du gouvernement et le législateur en chef.

Le Président détient de plus, dans le domaine qui nous intéresse, d'importantes prérogatives. En considérant toujours le principe initial du « checks and balances » comme la pierre angulaire de la distribution des pouvoirs politiques aux États-Unis, il importe de savoir de quels droits peut se munir le président en réponse au judiciaire. En ce sens, on peut s'interroger sur la manière dont le contre-poids est établi face aux pouvoirs accordés aux Cours suprêmes des États ou à la Cour suprême fédérale. Si l'on se réfère à notre sujet principal qu'est la peine de mort, la

¹⁴ Amnesty International. *Rapport sur la peine de mort*. Londres, Éditions Mazarine, 1979, 159-160.

¹⁵ LANEYRIE-DAGEN, Nadeije. *Les grands procès*. Paris, Larousse, 1995, p. 176-177.

¹⁶ CBC News – <http://www.cbc.ca/>

<http://www.cbc.ca/news/indepth/mcveigh/>

¹⁷ HAINES, Herbert. *Against capital punishment*. New York, Oxford University Press, 1996, p. 167-173.

¹⁸ FORTMANN, Michel et ORBAN, Edmond. *Le système politique américain*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2001, p. 431.

¹⁹ Death Penalty Information Center
<http://www.deathpenaltyinfo.org/>

balance trouve son équilibre dans un pouvoir très particulier, celui de gracier les condamnés. La Section 2 de l'Article 2 de la Constitution nous l'indique en ces termes: « [le Président] aura le pouvoir d'accorder des sursis et des grâces pour crimes contre les États-Unis, sauf dans les cas d'impeachment²⁰ ». De cette façon, les Cours, tant au niveau des États qu'au fédéral, n'ont pas un pouvoir illimité, en dépit de leur appellation, en ce sens que leur jugement concernant la peine de mort peut faire l'objet d'une sorte de veto présidentiel, le droit de grâce, qui annule la décision prise par le judiciaire au profit de celle méditée par le chef de l'État.

Les gouverneurs

S'il était précédemment fait mention de la Cour suprême de l'État, c'est que cette dernière est concernée par une procédure équivalente à celle effectuée au niveau fédéral. En ce sens, tout comme le chef de l'État peut renverser un jugement émis par la Cour suprême des États-Unis, il en va de même pour le gouverneur vis-à-vis la Cour suprême de l'État qu'il gouverne.

L'exemple le plus frappant de l'application de cette procédure est peut-être la démarche entreprise par le gouverneur de l'Illinois, George Ryan, qui s'est servi en 2003 de ce pouvoir, qui lui a été conféré alors qu'il occupait ce prestigieux poste, pour gracier des prisonniers. Ce fait est d'autant surprenant si l'on considère que celui-ci avait fait partie des élus de l'État d'Illinois qui ont voté le rétablissement de la peine de mort dans cet État lors de l'année 1977. À la surprise générale, il a confirmé avec fermeté son passage dans le camp abolitionniste le samedi 11 janvier 2003, en annonçant qu'il graciait et libérait quatre condamnés à mort de l'État dont la culpabilité n'était pas, à ses yeux, prouvée. Les quatre hommes en question avaient été la proie d'un policier brutal qui leur avait arraché des aveux sous la torture, et qui avait été renvoyé des services de police en 1993. Le même jour, lors d'un discours prononcé à l'Université de Pau, George Ryan annonçait qu'il graciait la totalité des détenus des couloirs de la mort de l'Illinois, soit 163 personnes dont 4 femmes, justifiant ainsi sa décision : « *Notre système concernant la peine de mort est hanté par le démon de l'erreur judiciaire : erreur judiciaire pour déterminer la culpabilité et erreur judiciaire pour déterminer ceux parmi les coupables qui méritent de mourir*²¹ ».

La décision de George Ryan (il est le quatrième gouverneur américain à utiliser son droit de grâce avec l'achèvement de son mandat dans l'histoire récente du pays) représente non seulement une preuve que le principe du « checks and balances » répartit efficacement le pouvoir entre l'exécutif et le judiciaire, notamment en ce qui concerne la peine de mort, mais elle prouve à plus forte

raison que le système politique américain est structuré de façon telle qu'il est possible de revenir sur une décision, de changer d'opinion ou d'annuler une action grâce à ce mécanisme complexe de poids et de contrepoids qui structure et maintient l'équilibre du pays.

La sélection des juges

Comme nous l'avons précédemment établi, le pouvoir judiciaire est l'un des trois pouvoirs dont l'autonomie est garantie par la Constitution adoptée en 1789. Sa fonction, rendre justice, repose essentiellement sur le fait de trancher les litiges entre les sujets de droit et à s'exprimer sur le fondement des lois de la société. La peine de mort, peine exemplaire par excellence, vise à « *l'exclusion définitive, de la société, d'individus reconnus incorrigibles et dangereux*²² ». Ainsi, on exécute des individus aux États-Unis sous le principe de base qu'ils sont en impossibilité de se resocialiser. Connaissant par le fait même l'influence cruciale qu'ont les juges de la Cour suprême des États-Unis sur le sort des condamnés à mort, il importe de s'attarder à la façon qu'ils ont d'acquiescer cette lourde responsabilité et de s'interroger sur leur mode de sélection.

Au niveau des États, plusieurs méthodes de sélection ont été développées avec le temps, sous l'influence de divers acteurs politiques. En ce sens, c'est tout d'abord le gouverneur ou la législature de l'État qui étaient chargés de choisir les juges au début de la République américaine. De nos jours, treize États font toujours usage de cette méthode afin de sélectionner une partie ou l'ensemble de leurs juges. En second lieu, au cours de la première moitié du XIX^e siècle, apparut la sélection par processus électif partisan. Cette technique, issue de l'influence du Président Jackson (1828-1832), est appliquée dans onze États. Les réformateurs de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, inspirés par le mouvement progressiste, modifièrent cette dernière méthode pour la rendre non partisane. En vue d'une administration impartiale, les candidats n'avaient dès lors plus à faire mention de leur allégeance politique, et ce, quelle qu'elle puisse être.

Un dernier mode de sélection est apparu quelques décennies plus tard, soit des suites des réformes entraînées par la Seconde Guerre mondiale, et se nomme Merit Plan. Une liste de candidats potentiels est étudiée par le gouverneur de l'État après que le Bureau de l'État ou un comité de juristes ou autres officiels la lui ait remise. Les juges dont le nom aura été retenu par le gouverneur auront ensuite droit à une courte période d'essai avant que les citoyens ne puissent eux-mêmes se prononcer sur leur valeur, grâce aux élections. Cette façon de faire sur le plan de la sélection est d'autant plus importante qu'elle implique le gouverneur, représentant de l'exécutif au niveau de l'État, ainsi que la population de ce même État. Lorsque l'on connaît l'impact qu'auront ces juges dans le futur par rapport à la peine de mort, il importe de savoir que dix-sept

²⁰ Impeachment : procédure prévue par la Constitution en vue de relever un fonctionnaire public (président, juge fédéral etc.) de ses fonctions.

²¹ GRIMS, G., Robert, *La peine capitale*, Paris, Fayard, 1991, p. 50.

²² Ibid., p. 14.

États ont adopté ce système hybride de sélection qui conditionne le pouvoir judiciaire en partageant le choix de ses représentants entre le gouverneur, puis les citoyens.

Non seulement le gouverneur d'un État détient-il donc un pouvoir de gracier les condamnés dans le couloir de la mort, mais il dispose aussi, dans certains cas, d'un droit de regard sur la sélection des juges de la Cour suprême de son État, comme cela se fait dans tous ceux appliquant la méthode du Merit Plan, ou encore ceux où le gouverneur est investi d'un pouvoir de nomination des juges.

Le président et le Sénat décident conjointement de la sélection des juges au niveau fédéral, et ce, pour toutes les Cours en question. Les juges fédéraux sont nommés, et non pas élus, en vertu de la section 2 de l'Article 2 de la Constitution américaine. Celle-ci stipule formellement que le président détient le pouvoir, sur l'avis et avec le consentement du Sénat, de désigner les juges - au nombre de neuf - siégeant à la Cour suprême. Il est à noter que tous les juges fédéraux sont sujets à la procédure d'impeachment. Encore une fois, le pouvoir présidentiel fait donc office de contrepoids vis-à-vis le judiciaire.

Les groupes d'intérêt

Les États-Unis sont souvent perçus comme le paradis des groupes d'intérêt. Ce mode de participation est, en effet, répandu dans une large mesure, valorisé par les Américains et protégé à l'intérieur du pays. On estime qu'un peu plus du quart de la population participait à au moins un groupe au début des années 1980. Avec une telle activité politique de revendication au sein de la société américaine, il est difficile de passer sous silence les nombreuses associations et lobbyistes qui militent au sujet de la peine de mort. Qu'ils s'y opposent ou se prononcent en faveur de celle-ci, leurs actions ont, de près ou de loin, un impact certain sur la façon de traiter le sujet en Amérique. Sachant que plusieurs milliers de projets de lois sont proposés chaque année, et que l'opinion publique peut potentiellement s'opposer à l'instauration d'une loi, l'influence des groupes d'intérêt est non négligeable. Bien que la Constitution n'attribue aucun pouvoir à ces groupes -contrairement au président et aux gouverneurs qui détiennent concrètement le pouvoir de se prononcer sur le sujet - les États-Unis sont avant tout une démocratie où l'opinion de chacun importe, bien qu'elle soit souvent noyée dans la mer de l'opposition.

Conclusion

La peine de mort demeure toujours la punition ultime pouvant être infligée à une personne s'étant montrée coupable d'un crime quelconque, occupant en cela une place centrale à l'intérieur de la politique américaine. Si cette coutume persiste et si son emploi demeure fréquent dans certaines parties des États-Unis, elle est néanmoins effectuée avec une circonspection sans cesse plus tatillonne. Conscient de son imperfection, le système judiciaire américain tente par tous les moyens d'éviter une erreur judiciaire, et, par le fait même, d'envoyer dans le couloir de

la mort un innocent. Ces procédures exigent des moyens considérables, tant au niveau du temps que de l'argent, ce qui en amène plus d'un à se questionner sur le bien-fondé de la perpétuation de la peine capitale.

Il est, en ce moment, plutôt difficile de déterminer à quel avenir est voué la peine de mort aux États-Unis. D'une part, au cours du XX^e siècle, les Américains se sont montrés fortement ambivalents sur la question; l'appui au maintien de la peine de mort a ainsi oscillé, passant de 42% en 1966 à 80% en 1994, puis à un niveau actuel de 66%. D'autre part, la population américaine ne forme pas un tout homogène. Il existe d'importantes disparités entre le sud et le nord-est du pays, la première région étant beaucoup plus conservatrice que la seconde. On peut toutefois constater, sur une longue période de temps, une évolution substantielle des mentalités: les méthodes expéditives employées aux débuts de la colonie britannique ont fait place à de nouvelles, beaucoup plus respectueuses de la dignité des individus.

Pour éviter de voir un quelconque pouvoir s'arroger exclusivement le droit de condamner des particuliers à mort, situation porteuse d'abus et de conflits, le régime politique américain prévoit la présence de nombreux et d'importants contre-poids, directement issus du système de «checks and balances». L'existence du droit de grâce, attribué au Président et aux gouverneurs des États, la nomination par le Président des juges de la Cour suprême, nomination qui est soumise à l'approbation préalable du Sénat américain, le pouvoir des divers lobbies, qui tentent d'influencer à leur profit les positions prises par le gouvernement, et la nécessité d'honorer les amendements à la Constitution, garante des droits individuels, sont tous des facteurs tendant à favoriser la coopération harmonieuse entre les différents pouvoirs.

L'apport des juges, surtout au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, a permis de définir de façon plus précise les modalités entourant l'application de la peine de mort. Sans se risquer à parler d'abolition pure et simple, il est à souhaiter que ceux-ci parviendront dans les prochaines décennies à éliminer toute matière à interprétation ou à confusion, ce qui ne pourrait ainsi que rendre la sentence de mort plus équitable envers tous, et ainsi en accroître la légitimité aux yeux de la population. ■

Bibliographie

Amnesty International. *Rapport sur la peine de mort*. Londres, Éditions Mazarine, 1979, 366 pages.

CBC News [en ligne]: <http://www.cbc.ca/news/indepth/mcveigh/>

Death Penalty Information Center [en ligne]: <http://www.deathpenaltyinfo.org/>

FORTMANN, Michel et ORBAN, Edmond. *Le système politique américain*. Montréal, Les presses de l'Université de Montréal, 2001, 437 pages.

G. GRIMS, Robert, *La peine capitale*, Paris, Fayard, 1991, 367 pages.

GALLIHER, John. *et al. America without the Death Penalty*. Boston, Northeastern University Press, 2002, 230 pages.

HAINES, Herbert. *Against capital punishment*. New York, Oxford University Press, 1996, 220 pages.

HORWITZ, Elinor Lander, *Capital punishment, U.S.A.*, Philadelphia et New York, J.B. Lippincott Company, 1973, 192 pages.

KRONENWETTER, Michael, *Capital punishment*, Santa Barbara, ABC-Clio, 1993, 268 pages.

LANEYRIE-DAGEN, Nadeije. *Les grands procès*. Paris, Larousse, 1995, 317 pages.

R. DOW, David et DOW, Mark, *Machinery of death*, New York, Routledge Press, 2002, 304 pages.